



**FORMULAIRE 4.5 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)  
RAPPORT DE FIN DU PROJET**

**PAYS:** Niger  
**PÉRIODE CONSIDÉRÉE:** 2016-2018

**Intitulé du Programme & Numéro du Projet**

Intitulé du Programme: Mise en oeuvre des résolutions des Nations Unies sur la consolidation de la paix avec des jeunes et des femmes dans 8 communes des régions d'Agadez, Tahoua, Tillabery et Zinder  
Numéro du Programme (*le cas échéant*)  
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):<sup>1</sup> PBF\_00098290 : PBF/NER/D-2

**Entités participantes de l'ONU**

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme:

1. Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA)
2. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

**Partenaires d'exécution**

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:  
Ministère de la Jeunesse et des Sports  
Haute Autorité à la Consolidation de la Paix  
Association des Chefs Traditionnels du Niger  
CONGAFEN  
Association des Femmes Juristes du Niger  
Conseil National de Dialogue Politique

**Budget du Programme/Project (en dollars US)**

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)  
**1 500 000**

Contribution gouvernementale  
(*le cas échéant*)

Autres contributions  
(donateurs) (*le cas échéant*)

**TOTAL:** 1 500 000

**Durée du Programme**

Durée totale (*en mois*) 26

Date de démarrage<sup>2</sup>  
(*jour/mois/année*) 04/02/2016

Date de fin prévue à l'origine<sup>3</sup> 31/12/2017  
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle<sup>4</sup>  
(*jour/mois/année*) 31/03/2018

**Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours**

**Rapport soumis par**

<sup>1</sup> Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

<sup>2</sup> La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

<sup>3</sup> Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

<sup>4</sup> S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui     Non    Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui     Non    Date:

Nom: Isabelle Vancutsem

Titre: JPO Jeunes et Adolescents

Organisation participante (principale): UNFPA

Courriel: vancutsem@unfpa.org

## PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

### 1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

**Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.** Resultat stratégique 1.2: L'implication et la représentation des jeunes à risques dans le processus de prise de décision au niveau communautaire, local et national afin de fournir aux jeunes des mécanismes démocratiques de participation.

**Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué.**

Indicateur 1: Taux des jeunes dans les zones ciblées qui ont une connaissance des associations des jeunes dans leur communauté.

Indicateur 2: Niveau de confiance des membres des associations des jeunes sur leur capacités d'influencer les décisions des autorités locales sur les questions les plus pertinentes pour leur vie quotidienne.

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

**Description du résultat 1:** Les femmes et jeunes des deux sexes de 15-24 ans organisés en associations, ONGs, réseaux, groupements, Fadas, clubs... ont accès à des plateformes citoyennes pour se faire entendre en vue de la consolidation de la paix.

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan et avec contribution importante à

#### État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

18 réseaux de jeunes et de femmes locaux dotés de matériel pour mener leurs initiatives communautaires, 3 appuyés techniquement dans l'élaboration de micro-projets sur la paix, et 10 réseaux nationaux appuyés pour tenir des rencontres d'échanges de bonnes pratiques en terme de participation des jeunes et des femmes aux processus de consolidation de la paix au niveau national (3 ateliers), au niveau régional, et dans les communes (à Zinder et Tahoua): 4142 jeunes impliqués  
8 réseaux de jeunes (230 pers) formés sur les processus d'élaboration des PDCs avec les autorités communales afin de pouvoir intégrer leurs besoins dans la planification des actions de développement de leur commune et de devenir des acteurs clés dans son élaboration.

17 espaces citoyens devenus de réels lieux de rassemblement de la jeunesse.

1 stratégie nationale de participation des jeunes déclinée en plan d'actions communales.

Réalisation d'une étude sur les réseaux communautaires comme levier aux actions de CPAix

## État d'avancement du résultat

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

Une étude sur les réseaux communautaires pour servir de levier aux actions de consolidation de la paix a été réalisée ainsi qu'un répertoire de toutes les structures organisées existant dans les communes ont été utilisés pour fournir des informations aux nouveaux projets et/ou initiatives dans les communes ciblées.

L'appui aux réseaux locaux a eu un impact concret pour les jeunes et dans la vie communautaire.

17 espaces citoyens sont devenus des espaces de rencontres, d'échanges, de dialogues, de mobilisation de la jeunesse. Des initiatives sont menées par les réseaux; elles occupent la jeunesse, renforcent l'entraide et la solidarité communautaire, la cohésion sociale. A titre d'exemples, des actions de salubrité sont menées à Tchintabaraden et Abala, un réseau de jeunes réalise des rondes pour surveiller les biens et les personnes de la communauté de Ollelewa et alerter, des arbres sont plantés par les jeunes tutorés à Ollelewa, les jeunes ont appuyé des communes pour la collecte d'impôts, un festival culturel de paix a été organisé à Abala, etc. Il y a une réelle prise de conscience de la part des jeunes quant à leur rôle dans la prévention des conflits et de le développement de leur communauté.

La vie associative et communale s'est développée et est devenue réellement plus dynamique et vivante dans les 8 communes. Les jeunes osent dorénavant s'adresser auprès des autorités; un changement est clairement observé par les mairies en terme de mobilisation de la jeunesse. Une des premières requêtes de la part des jeunes est la demande de l'octroi de pièces d'état civil (vu comme première étape pour devenir des citoyens actifs), des agréments entre les autorités communales et leurs structures associatives ont été signées, mais aussi les organisations de jeunes et des femmes réclament un encadrement et un appui pour leurs initiatives communautaires. Les jeunes se sentant plus impliqués dans la vie communale, disent vouloir se fixer davantage (et ne pas migrer).

Cette nouvelle collaboration entre les réseaux et les autorités et la participation des jeunes renforcée contribuent de manière évidente à la consolidation à la paix dans les 8 communes. Cela a permis de désarmorer les frustrations des jeunes ; leur regard sur la gouvernance locale s'est améliorée. La formalisation de leur structure associative dans certaines communes leur permet de pérenniser les dialogues entre jeunes et autorités.

## Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

**Description du résultat 2:** Les organisations des femmes et de jeunes âgés de 15-24 ans sont habilitées pour exprimer leurs priorités de façon constructive et participative et obtenir des solutions négociées à leurs préoccupations liées à la consolidation de la paix.

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

480 jeunes, dont 38% de filles, sont encadrés et coachés par 105 tuteurs et tutrices sur les questions de paix, de sécurité, mais aussi sur divers enjeux qui concernent la jeunesse au premier plan (scolarisation des filles, mariages précoces, violences, ...). Des dialogues intergénérationnels (164) ont été animés dans les espaces citoyens ; les jeunes avec les animateurs identifient des thématiques à discuter selon leurs besoins, échangent entre eux et avec les aînés et autorités concernées afin de trouver des solutions idoines à leurs préoccupations.

Les compétences de 1260 jeunes filles et garçons ont été renforcées en leadership féminin (120 filles), technique de plaidoyer et animation radio (120, dont 40% de filles), citoyenneté et consolidation à la paix (780), PDC (240), etc.

Les moyens d'existence de 916 femmes et filles ont été renforcés. 2997 personnes ont pu bénéficier de manière indirecte aux revenus du projet.

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

La stratégie de tutorat a permis d'encadrer 480 jeunes filles et garçons plus vulnérables. Certains tuteurs ou tutrices sont réellement devenus des personnes ressources pour les jeunes, et les aiguillent, les conseillent, les encadrent. Les jeunes disent avoir un aîné à qui oser se confier, et ce en dehors du cercle familial ce qui permet de parler plus librement et avec moins de tabous. Le tutorat, couplé avec les dialogues intergénérationnels, ont renforcé la confiance entre les jeunes et les aînés et amélioré les relations intergénérationnelles. Un changement de comportements est observé parmi les jeunes tutorés (tel l'abandon de consommation de stupéfiants, l'évitement des conflits et bagarres, l'envie de se fixer dans sa communauté, la prise d'initiatives et leur participation à des actions communautaires,...). En outre, les divers renforcements de compétences (en leadership, citoyenneté, PDCs,...) auprès des jeunes leur ont permis de devenir des jeunes leaders conscients de leur rôle au niveau communautaire, plus responsables, solidaires et engagés, et volontaires pour participer à la vie communale. Egalement, les jeunes filles s'expriment davantage en public; leur participation s'accroît lors des dialogues intergénérationnels.

Suite aux échanges et dialogues entre générations, des solutions sont cherchées pour répondre aux besoins des jeunes et des femmes. Ces derniers ont mené des actions et initiatives communautaires qui visent à la consolidation de la paix de leur communauté. (exemples: salubrité, sensibilisation de leurs pairs sur la paix, soirées culturelles sur la paix,...)

Les jeunes, par le biais de leur organisation, ont pris conscience de leur rôle à jouer dans la consolidation à la paix et manifestent davantage leur intérêt pour participer dans les affaires communales et avoir une représentation systématique au niveau des communes.

Grâce aux revenus générés par les AGR, la position des femmes dans la société s'est améliorée et elles ont pu ainsi acquérir assez d'autonomie pour s'investir dans

d'autres activités communautaires et participer aux divers foras sur les questions de développement de manière générale et les questions de paix et sécurité en particulier. Les femmes bénéficiaires, notamment celles ayant seules en charge des enfants estiment que cela leur permet d'empêcher à leurs enfants de chercher le gain facile, puisqu'elles impliquent dans leur commerce et arrivent à subvenir à leurs besoins essentiels.

Les caravanes de sensibilisation réalisées par les conseils communaux de la jeunesse ont permis de toucher plus de 4 000 personnes, diffuser/vulgariser ainsi les messages sur la paix, permettant ainsi à ces cibles de connaître et comprendre l'importance de l'implication des jeunes et des femmes dans la paix et de

### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

**Description du résultat 3:** Les décideurs politiques, autorités locales et la société civile reconnaissent la contribution des jeunes et des femmes au développement pacifique du Niger et adoptent des mécanismes consultatifs favorisant la consolidation de la paix incluant les jeunes et les femmes

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

1 plan de plaidoyer auprès des chefs traditionnels/leaders religieux, des autorités administratives et élus approuvé par les organisations de jeunesse et le gouvernement. Des plans d'actions pour sa mise en œuvre effective élaborés par les organisations de jeunesse. Au delà des jeunes des 8 communes, les députés juniors furent formés sur ces outils et stratégies pour relayer les besoins des jeunes au plus haut niveau.

Journées de plaidoyer organisées dans les communes par les organisations, qui ont abouti à un agrément et/ou l'octroi de matériel pour leur réseau.

1 étude sur les déterminants sociaux de la radicalisation des jeunes validée servant d'outil de plaidoyer auprès du gouvernement et des autorités pour un investissement accru dans la jeunesse et la prévention des conflits.

44 membres des FDS formés sur le droit humanitaire international et dotés de fascicule y afférent.

Plaidoyer conduit par le CNDP auprès de partis politiques pour l'implication des femmes et jeunes

### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

Dans toutes les communes, le plaidoyer des réseaux de jeunes et des femmes pour l'octroi d'un agrément des autorités communales a porté ses fruits. A Zinder, 3 ont un accord, à

Agadez, 1 réseau mixte de jeunes et un réseau de femmes par commune ont un acte, à Tahoua 8 réseaux de jeunes mixtes ont un acte, à Tillabéry les 47 regroupements de jeunes participant au projet ont une reconnaissance. Ces actes facilitent la coordination et communication avec les autorités pour leurs actions communautaires (que ce soit dans le domaine de la santé, des AGR, de l'environnement, de la sécurité,...) ; qui sont par conséquent soutenues par les autorités communales. Ces dernières appuyent et relayent même les requêtes des organisations auprès des autorités régionales et centrales pour des appuis financiers, ce qui prouve leur reconnaissance quant à l'importance et au rôle que les jeunes peuvent apporter au processus de paix au sein de leur localité.

À la suite de la formation des FDS, il est ressorti que malgré la difficulté pour eux d'accepter certaines dispositions du droit international humanitaire ils ont quand même compris que quelque soit leur sentiment personnel à l'endroit de leurs ennemis (BH), ils ont l'obligation de les traiter de manière digne et humaine.

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

#### **Description du résultat 4:**

**Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat:** conforme au plan

#### **État d'avancement des produits**

*Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.*

#### **État d'avancement du résultat**

*Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?*

#### **Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement**

*Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?*

### **1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée**

<b>Données factuelles:</b> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes	17 espaces dotés de matériel, utilisés par les réseaux de jeunes et de femmes comme plateformes citoyennes
---	--

<p>appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>1260 jeunes filles et garçons renforcées en leadership (120 filles), PDC (240), citoyenneté et paix (780), techniques de communication, 4142 jeunes sensibilisés 480 jeunes, -38% de filles- encadrés et coachés par 105 tuteurs et tutrices 164 dialogues intergénérationnels rassemblant en moyenne 20 jeunes, dont 50% de filles, et 3 aînés par dialogue 5 panels audio de jeunes vulgarisant les résolutions sont diffusés dans les radios 1 stratégie de participation des jeunes aux instances de prise de décision et son plan de plaidoyer validés et vulgarisés 1 étude sur les déterminants sociaux de la radicalisation des jeunes au Niger validés 18 réseaux de jeunes locaux appuyés, 10 nationaux 1 étude sur "les réseaux communautaires pour servir de levier aux actions de consolidation de la paix" réalisée Le renforcement de moyens d'existence de plus 916 femmes issues des groupements féminins 44 FDS formés</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Les besoins auprès de la population et les moyens nécessaires pour la prévention des conflits sont énormes. Le projet a permis de toucher près de 2000 jeunes et femmes dans huit communes et d'avoir un impact sur cette cible. Cependant, une sélection des bénéficiaires a dû s'opérer dans chaque commune, et seul un certain nombre de villages par commune ont pu bénéficier d'un appui. Il ressort clairement lors de chaque mission de suivi que la demande reste grande (en termes de création d'AGR prioritairement, d'appui aux organisations de jeunes et réseaux de femmes, de renforcement de capacités, etc.). Le projet a cependant permis d'identifier des besoins, de mettre en oeuvre de nouvelles stratégies de participation des jeunes et des femmes aux instances de prise de décision et à la vie communale et associative et d'insérer socio économiquement des jeunes et des femmes plus vulnérables.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Les résultats apportés auprès de la jeunesse nigérienne dans les 8 communes et auprès des réseaux de femmes a permis à UNFPA de mobiliser jusqu'à présent près de 170 000 USD pour l'année 2018 (des bailleurs norvégiens et danois). Ces fonds sont destinés à consolider les acquis apportés par le projet 1325, et de continuer à appuyer les réseaux des jeunes dans la mise en oeuvre de leur plan d'actions pour leur participation effective aux instances de prise de décision et ce au niveau communal, régional, et national, ainsi que renforcer leurs compétences techniques en planification et gestion de projet. Par ailleurs, la mise en réseaux des jeunes et des femmes, leur formalisation, et la collaboration et le partenariat créé entre les réseaux et les autorités entérinent le dialogue intergénérationnel et facilitent les mécanismes de participation des jeunes aux instances de décision. Les jeunes, conscients de leur rôle et de leurs droits, osent solliciter et dialoguer avec les autorités, sont</p>



	<p>habilités à mener des plaidoyers enverse ces dernières, qui quant à elles se ménagent pour répondre à leurs besoins.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Au vu de la lenteur de mise en oeuvre des activités avec le Ministère de a Jeunesse et des Sports, il a été décidé d'appuyer directement les organisations et réseaux de jeunesse. Afin d'éviter tout risque de mauvaise gestion des fonds, ces organisations ont été formées sur les normes et procédures du SNU. Cela a eu pour résultat d'accélérer l'atteinte des résultats, mais également de renforcer leurs compétences en gestion de projet et de les autonomiser.</p> <p>Les réseaux et associations ont soumis des micro-projets qui ont été sélectionnés sur base compétitive, dont un des critères était l'innovation. L'appui à ces activités a permis de prendre en compte des aspects non intégrés initialement dans le projet. A titre d'exemples, à Zinder un réseau islamique de jeunesse a mené des plaidoyers et sensibilisations dans les fadas afin de défendre un argumentaire religieux en faveur de la culture de la paix et la non violence. A Tillabéri, un festival sur la paix a rassemblé plus de 1000 jeunes dans un but de renforcer la cohésion communautaire.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en oeuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Les réalités socioculturelles au Niger sont telles que la mixité ne va pas de soi, et l'atteinte de l'égalité entre les sexes est un processus sur le long terme. Le projet a touché directement 2176 jeunes filles et garçons et femmes, dont 1488 filles et femmes. Parmi les jeunes participants, certaines régions ont touché cette cible de manière égale (à Zinder et Tahoua, minimum 50 % des jeunes tutorés sont des filles). Des activités ont ciblé uniquement les jeunes filles dans le but de renforcer leurs capacités, leur leadership et confiance en elles pour assurer leur participation effective dans les dialogues intergénérationnels et actions communautaires menées par les réseaux. A titre d'exemple, la représentante des jeunes d'Olléléwa au niveau de la mairie est une jeune fille. Dans certaines régions, la stratégie fut de regrouper les jeunes filles en réseaux non mixtes séparément des jeunes garçons afin que les échanges entre jeunes et avec les autorités et les aînés leaders soient libres, et les préoccupations les concernant au premier plan (scolarisation, mariages et grossesses précoces, violences basées sur le genre,..) ne soient évitées, et des solutions trouvées. les jeunes garçons tutorés ont également bénéficié de formation sur les droits humains et le genre.</p> <p>Afin d'assurer une réelle autonomisation des filles et femmes, renforcer leur pouvoir de négociation et d'action, les activités génératrices de revenus n'ont ciblé que des jeunes filles et femmes, soit 916.</p>

**1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR :** Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
<b>Résultat 1</b> Les femmes et jeunes des deux sexes de 15-24 ans organisés en associations, ONGs, réseaux, groupements, Fadas, clubs... ont accès à des plateformes citoyennes pour se faire entendre en vue de la consolidation de la paix	Indicateur 1.1 Existence d'une stratégie nationale élaborée avec l'implication des organisations des femmes et jeunes, validée et vulgarisée au sein des communautés d'appartenance des femmes et jeunes	0	1	1 (la stratégie est élaborée et validée, et vulgarisée au niveau des communes. des plans d'actions pour sa mise en oeuvre effective ont été élaborés par les réseaux des jeunes)		
	Indicateur 1.2 Existence d'au moins une plateforme consacrée aux organisations des femmes et jeunes âgés de 15-24 ans pour se faire	0	1	17 (Les espaces citoyens servent de plateformes locales pour que les organisations y invitent les autorités et fassent entendre leurs voix.)		

	entendre					
Produit 1.1	Indicateur 1.1.1 Nombre d'espaces sûrs pour les femmes et jeunes fonctionnels	0	16	17 (18 ont été aménagés, mais un fut détruit par les fortes pluies et tempêtes à Tillabéry.)		
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2	Indicateur 1.2.1					
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3	Indicateur 1.3.1					
	Indicateur 1.3.2					
<b>Résultat 2</b> Les organisations des femmes et de jeunes âgés de 15-24 ans sont habilités-e-s pour exprimer leurs priorités de	Indicateur 2.1 Existence d'un programme de tutorat pour les jeunes	0	1	1 le tutorat a permis d'encadrer 480 jeunes via 105 tuteurs-trices		
	Indicateur 2.2 Nombre de réseaux/Organisations de femmes et de jeunes de 15-24 ans mis en place et outillés	0	8	18 Dans certaines communes, des réseaux se sont regroupés par aire géographique (/village), par espace		

façon constructive et participative et obtenir des solutions négociées à leurs préoccupations liées à la consolidation de la paix.	pour exprimer leurs priorités de façon constructives			citoyen, ou encore par sexe.		
Produit 2.1	Indicateur 2.1.1 Existence d'au moins un accord négocié conclu entre les organisations des femmes et jeunes de 15-24 ans et les autorités compétentes	0	1	2		
	Indicateur 2.1.2 Nombre de sessions de dialogues intergénérationnels tenues par les	0	64	164		

	organisations/réseaux des femmes et jeunes de 15-24 ans					
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1 Nombre de femmes et jeunes âgés de 15-24 ans bénéficiaires de formation aux métiers ou de financement d'AGR qui exercent un métier	0	100	916 la cible fut les femmes et les jeunes filles		
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
<b>Résultat 3</b> Les décideurs politiques et autorités locales reconnaissent la contribution	Indicateur 3.1 Nombre des organisations des jeunes et des femmes de 15-24 ans disposant d'un acte de reconnaissance par les autorités	0	2	minimum 16 réseaux (3 à Zinder, 2 à Agadez, 8 à Tahoua, 3 réseaux -avec plus de 40 groupements- à Tillabéry)		

des jeunes et des femmes au développement pacifique du Niger et adoptent des mécanismes consultatifs favorisant la consolidation de la paix incluant les jeunes et les femmes	compétentes					
	Indicateur 3.2 Existence d'au moins une instance de décision dans les quelles sont représentées les organisations de femmes et jeunes de 15-24 ans %age jeunes et femmes dans les instances de décision (mandats electifs ou nomination postes de décisions)	0	1	minimum 1 (A Ollelewa, la présidente des réseaux jeunes est intégrée dans le conseil communal).		
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					

	Indicateur 3.3.2					
<b>Résultat 4</b>	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

## PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

### 2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	La structure sociale nigérienne est telle que les diverses ethnies jouissent de statuts sociaux différents. La mixité ethnique et sociale au sein des regroupements de femmes et de jeunes ne va donc pas de soi. Ceci engendre une multiplication d'associations au niveau communal et ne favorise pas la représentation des jeunes et des femmes au sein des instances de prise de décision. Le projet, particulièrement à Agadez, a permis aux différents groupements de se fédérer, de se regrouper en une instance élective au niveau communal, dans laquelle les intérêts de tous étaient représentés. L'élaboration d'un Plan d'Action commun au bénéfice de tous les groupements et réseaux permet de venir auprès des décideurs avec une seule et même voix et d'augmenter la force de leur plaidoyer, leur crédibilité, et leur pouvoir de négociation auprès des autorités, la prise en compte de leurs besoins et projets.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	L'implication des autorités locales dans la gestion du projet est primordiale pour sa bonne mise en œuvre, et ce spécifiquement quand l'objectif même du projet vise l'intégration des besoins des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décision. Par la mise en place du comité consultatif communal, mais aussi via la participation des maires à la définition du contenu des stratégies clés du projet et leur participation aux différents ateliers, les autorités se sont investies pour la réussite du projet et ont compris le rôle de la jeunesse et des femmes dans la consolidation à la paix. La gestion participative du projet a porté ses fruits.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Les besoins les plus criants des jeunes et des femmes sont d'avoir des moyens de subsistance. L'appui aux Activités Génératrices de Revenus et le regroupement des femmes et jeunes en Groupement d'intérêt Economique est un moyen évident par lequel les jeunes et les femmes veulent à nouveau se fixer dans leur communauté, ne plus migrer, et se détacher du trafic néfastes/ se désenrôler des bandes et réseaux malfaiteurs. L'insertion économique seule ne suffit pas à consolider la paix; les jeunes ont bénéficié d'un encadrement à long terme (ex : tutorat) ce qui a engendré un changement de comportements. Cette approche holistique (comprenant des volets sur l'habilitation économique, le renforcement de compétences en culture de la paix, médiation, la connaissance des outils de planification de développement -ex:PDC-, la mise en réseaux des regroupements, l'octroi d'espaces d'échanges et de dialogues, la mise en place de dialogues...) est nécessaire et a permis de contribuer à la cohésion sociale
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	Les projet a pour cible les femmes, jeunes filles et garçons



<i>lettres maximum)</i>	vulnérables ; ces derniers sont le plus souvent analphabètes et manquent cruellement de compétences en planification, gestion et suivi de projet. Le renforcement de leurs capacités dans ces domaines est incontournable pour l'atteinte des résultats, ainsi que la mise à disposition d'outils de suivi. Suite à ce constat et dans le but de palier à ce déficit, le MJS a formé les jeunes en microprojets et a doté les animateurs des espaces citoyens d'outils de suivi. On note cependant que ce volet doit être intégré dès le départ du projet (pour le comité de suivi local mais aussi pour les réseaux de jeunes) afin de pouvoir mesurer ses résultats et son impact de manière appropriée et précise.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	

## 2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

*Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).*

La mise en oeuvre des activités de la Résolution 1325 et 2250 a permis à coup sûr non seulement de susciter un éveil de conscience des jeunes sur les thématiques liées à la citoyenneté, la prévention et gestion non violente des conflits, la consolidation de la paix, le leadership, la santé sexuelle et reproductive, mais aussi l'adhésion des réseaux et groupements des jeunes aux activités des communes bénéficiaires. En effet, les membres des réseaux de jeunes et de femmes ont bénéficié de renforcement de capacités sur divers enjeux. Ces formations seules n'auraient pu atteindre les changements de comportements attendus (comme l'arrêt de consommation de stupéfiants, l'envie de se fixer et contribuer au développement de sa communauté, la gestion pacifique des conflits,...) Via la stratégie du tutorat et la mise en place des dialogues intergénérationnels au sein de même de leurs espaces sûrs, ces jeunes formés et les organisations de jeunesse ont bénéficié d'un suivi et d'un encadrement constant à plus long terme. Cette approche globale/holistique a permis de suivre et rendre durables les investissements faits auprès de la jeunesse.

Un maire cite : « J'ai dorénavant confiance en la future génération », « Je ne suis plus inquiet de quitter ma commune pour une mission, je sais que les jeunes peuvent gérer en mon absence ». Les dialogues et l'implication des autorités locales dans le projet ont permis de briser les stéréotypes que les générations ont les unes envers les autres et de créer un cadre d'échanges. Les jeunes sont dorénavant des citoyens actifs, responsables, porteurs d'initiatives communautaires promouvant le vivre-ensemble, et revendiquent leur rôle incontournable pour la consolidation à la paix de leur commune.

L'appui à l'autonomisation économiques des femmes a permis de rehausser la situation et la position des femmes dans leurs communautés, comme l'a dit Fatouma Mohamed de la commune de Tassara "le projet 1325 a fait de moi une personnalité: en milieu Touareg, l'importance d'une personne dans la société se mesure par le nombre de têtes d'animaux en sa possession". Ce changement permet aux femmes d'être mieux considérées et écoutées dans les mécanismes et processus communautaires de paix et de gouvernance de manière générale.

## PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

### 3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

*Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan*

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.<sup>5</sup>

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Les femmes et jeunes des deux sexes de 15-24 ans organisés en associations, ONGs, réseaux, groupements, Fadas, clubs... ont accès à des plateformes citoyennes pour se faire entendre en vue de la consolidation de la paix.					
Produit 1.1	- Réaliser une étude sur les réseaux communautaires pour servir de levier aux actions de consolidation de la Paix	UNDP	35000		
	- Appuyer les jeunes et des femmes à s'organiser en réseaux dans les communes couvertes par le projet	UNFPA	80000		
	- Evaluer les besoins en renforcement des capacités des organisations/associations des jeunes et de femmes	UNFPA	20000		
	- Développer une stratégie nationale de participation des jeunes filles et garçons aux instances de prise de décision au niveau national, régional et local	UNFPA	65000		
	- Appuyer la participation des jeunes	UNFPA	30000		

<sup>5</sup> Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	<p>et des femmes à l'élaboration des Plans de Développement Communaux</p> <p>- Équiper et aménager des espaces sûrs pour accueillir les jeunes et les femmes pour favoriser le dialogue inter générationnel et l'échanges d'informations sur la paix et la sécurité</p>	UNFPA	125000		
	<p>- Renforcer les capacités des animateurs/animatrices des espaces sûrs sur différents thèmes valorisant la quiétude sociale et la paix</p>	UNFPA	35000		
	<p>- Organiser un forum d'échanges avec des différents groupes de jeunes et de femmes venant des 8 communes du projet pour partager le savoir et les expériences</p>	UNFPA	35000		
Produit 1.2					
Produit 1.3					
<p>Résultat 2: Les organisations des femmes et de jeunes âgés de 15-24 ans sont habilitées pour exprimer leurs priorités de façon constructive et participative et obtenir des solutions négociées à leurs préoccupations liées à la consolidation de la paix.</p>					
Produit 2.1	<p>- Renforcer les capacités des organisations des femmes et des jeunes (filles et garçons) sur la mise en œuvre des résolutions des Nations Unies pour la paix et la sécurité</p>	UNDP	115000		
	<p>- Élaborer et mettre en</p>	UNFPA	185000		

	<p>œuvre un programme de tutorat</p> <p>- Organiser des sessions de dialogue inter générationnels avec les réseaux de jeunes et de femmes aux niveaux communautaire au sein des espaces sûrs</p> <p>- Former les jeunes des organisations en leadership et citoyenneté, culture de la paix, médiation, compétences de vie</p> <p>- Former des jeunes filles et garçons à la conception, la création de programmes radio et des reporters/animateurs-trices des radios communautaires en techniques de journalisme</p> <p>- Appui aux AGR des femmes et des jeunes</p>	<p>UNFPA</p> <p>UNFPA</p> <p>PNUD</p> <p>UNDP</p>	<p>45000</p> <p>150000</p> <p>50000</p> <p>180000</p>		
Produit 2.2					
Produit 2.3					
<p>Résultat 3: Les décideurs politiques, autorités locales et la société civile reconnaissent la contribution des jeunes et des femmes au développement pacifique du Niger et adoptent des mécanismes consultatifs favorisant la consolidation de la paix incluant les jeunes et les femmes</p>					
Produit 3.1	<p>Plaidoyer auprès des partis politiques pour l'implication des jeunes et des femmes dans les instances de prise de décisions au niveau des conseils et autres organes susceptibles de favoriser la consolidation de la paix</p>	UNDP	25000		

	- Formation des FDS sur le droit humanitaire et la protection des personnes vulnérables	UNDP	40 000		
	- Plaidoyer auprès des chefs traditionnels/leaders religieux, des autorités administratives et élus régionaux et locaux pour inclure les jeunes et les femmes dans les réseaux communautaires de résolution des conflits	UNFPA	67000		
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1	coordination et suivi	UNFPA UNDP	54337 26443		
Produit 4.2	couts indirects	UNFPA UNDP	62033 35761		
Produit 4.3					
Totale:					

### 3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

*Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):*

La cohabitation de plusieurs projets (AJPANI, Accès aux ressources, etc.) n'ayant pas tous des composantes opérationnelles pour les mêmes cibles a créé des attentes trompeuses de la part de certains bénéficiaires et parfois un déséquilibre dans l'adhésion du projet au niveau de la jeunesse. Pour y pallier, des réunions ont été organisées avec les agences d'autres projets (ex : UNFPA, OIM et UNICEF) pour créer des passerelles entre les projets et être complémentaires. La mise en place d'un comité communal avec tous les acteurs a également permis de recadrer certaines composantes.

Malgré certains dysfonctionnements, la création et l'implication du comité consultatif communal PBF appuyé par les volontaires des Nations Unies dans le dispositif de mise en œuvre du projet a non seulement renforcé le leadership et la responsabilité des mairies, mais a aussi assuré une meilleure gestion du projet. L'affectation de VNU

dans les communes a permis de réaliser un réel suivi de proximité et d'appuyer les partenaires de mise en œuvre.

Les réunions du Secrétariat PBF furent indispensables pour la coordination ; celles-ci pourraient prochainement être même plus fréquentes.

Une difficulté majeure dans la mise en œuvre du projet fut l'absence des services déconcentrés opérationnels du Ministère de la Jeunesse et du Sport au niveau communal, ce qui n'a parfois pas permis aux jeunes et groupements féminins de certaines communes (Dannet, Aderbissinat et Tchintabaraden) d'être suffisamment encadrés. Travailler directement avec les autorités locales (les mairies) et s'appuyer au maximum sur les compétences locales pour assurer la pérennité du projet est un enseignement tiré.